

Solidaires en action ^{N° 19}

Le 23 juillet 2009

3 octobre : on vote contre la privatisation de La Poste !

L'organisation du référendum contre la privatisation de La Poste prend forme, avec notamment la fixation d'une date (3 octobre) et la finalisation du matériel de propagande. **La campagne pour réussir cette initiative sera courte**, même si tout (et loin de là) ne s'arrêtera pas au soir du 3 octobre. La réussite du référendum repose en grande partie sur la **mobilisation que nous serons en mesure d'impulser dès le début du mois de septembre** (collages, diffusions, réunions publiques...).

Les organisations membres de Solidaires vont recevoir dans quelques jours **une première note**, reprenant une partie du matériel déjà édité par SUD PTT (tracts, brochure), celui du comité national unitaire (tract, affiches, bulletins de vote), le « mode d'emploi » pour réussir cette campagne. Un tract national Solidaires sera également disponible.



Message de SUD Goodyear aux salarié-e-s de Michelin

Le syndicat SUD Chimie Goodyear Dunlop a tenu à vous adresser ce modeste message de solidarité. Vous voilà touchés, une fois de plus par l'avidité des requins de la finance. Votre direction cherche comme la notre à vous faire payer cash la crise provoquée par ce capitalisme qui a exigé et continue à exiger des taux de rentabilité outranciers. **Goodyear Dunlop, Michelin comme les autres se sont bien goinfrés, mais force est de constater qu'ils n'en ont pas eu assez !**

Dites vous bien que le capitalisme régulé, ça n'existe pas, c'est une supercherie de plus ! Vous voilà confrontés à la folie de la finance qui n'a que faire des hommes et des femmes qui triment chaque jour et veulent vivre dignement de leur travail. **Après avoir donné le meilleur de vous même, et fait prospérer la marque Michelin, votre direction cherche (comme celle de Goodyear), à réduire le personnel afin de vous faire courber l'échine.**

L'industrie du caoutchouc comme bien d'autres, utilise des méthodes inadmissibles. Les conditions de travail déjà très difficiles risquent encore se dégrader si on laisse faire. Notre message est avant tout un message d'espoir, unissez vos forces pour résister à ces projets inhumains qui ne visent qu'à vous faire mettre un genou à terre et vous anéantir !

Kléber, Continental, Goodyear, Michelin ... A qui le tour ? **Avant d'être concurrentes, nos entreprises sont avant tout complices pour humilier et tirer le plus grand profit des travailleurs honnêtes !**

A tour de rôle, nos entreprises (bien organisées), jettent les salariés comme de vulgaires chaussettes ! La solution n'est pas d'accepter la fatalité ; la seule solution qui vaille c'est de rester DEBOUT et de combattre ces directions ! Chez Goodyear, voilà 2 ans et demi que nous refusons le chantage de notre direction Goodyear qui nous promet des

centaines de licenciements ! **C'est difficile car nous sommes seuls, alors que des milliers de salarié-e-s se trouvent confrontés aux mêmes problèmes !**

Il va bien falloir que les travailleurs finissent par se donner la main afin d'exiger le juste retour de leurs efforts ! **Cela ne se fera pas sans une mobilisation à la hauteur des attaques subies.** Nous sommes disponibles pour unir nos forces, que ce soit Goodyear, Dunlop, Michelin et les autres, tout le monde doit se sentir concerné par la situation actuelle !

Ne faites pas le dos rond, n'espérez pas être épargnés car si on laisse faire, c'est la précarité qui nous attend tous ! Soyez confiants, mais déterminés autour de vos syndicats pour lutter sans relâche, et faire face à ces dirigeants payés grassement pour nous écraser ! Exigez de vos politiques qu'ils réagissent au plus haut niveau, afin de modifier le cours de l'histoire et battez vous sans faiblir ! **Pensez à nos enfants pour qui nous devons lutter afin de leur offrir un monde meilleur que celui qu'on nous promet !** Bon courage à vous tous, **surtout restez unis**, et à bientôt nous l'espérons.



Culture : « HADOPI » enfin abandonnée après l'été ?

SUD Culture Solidaires se félicite de la décision du gouvernement de repousser à septembre le vote du projet de loi relatif à la « protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet » (Hadopi). C'est la première décision sage que prend le gouvernement dans la gestion de ce dossier.

Mais, pour SUD Culture Solidaires, le gouvernement ne saurait s'en arrêter là. Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs ! L'été doit être l'occasion pour lancer une véritable dynamique de concertation démocratique avec tous les acteurs et commencer à mener en toute sérénité le débat nécessaire qui doit rassembler tous les protagonistes : Etat, artistes, associations, internautes, syndicalistes, etc., sur la conception de la société à l'ère du numérique que nous voulons construire.

Ce n'est que de cette conception qu'alors - et alors seulement - pourront découler les dispositifs nécessaires à la fois pour la protection du droit d'auteur et de la création et pour garantir l'accès le plus libre à Internet. Internet, dont le Conseil constitutionnel a estimé qu'il « est une composante de la liberté d'expression et de consommation ». C'est dans le cadre de ce processus que pourra être trouvée une solution tant financière que citoyenne au problème du téléchargement.

Répetons-le : comme beaucoup d'autres, de plus en plus nombreux, nous considérons que **cette loi ne réglerait rien ni pour les internautes ni pour les auteurs**. De plus, **cette loi étendra de façon biaisée et inacceptable le champ d'application de l'ordonnance pénale qui concernera l'ensemble de la contrefaçon** (à quand toute la justice ?), **frappera les internautes, heurtera l'attachement des auteurs à la Liberté et concernera toute la société**.

SUD Culture Solidaires s'est toujours opposé à cette loi inadaptée aux moyens modernes de production et de diffusion culturelle, à la défense des intérêts des artistes et créateurs et qui tournait le dos à la défense des libertés. Cette loi doit donc être retirée. C'est la condition indispensable pour que puisse s'ouvrir le débat de société nécessaire.

SUD Culture Solidaires réaffirme son engagement avec ceux et celles qui exigent l'ouverture d'un véritable débat sur la création et l'Internet pour garantir l'accès le plus large à la culture et à la communication, la possibilité pour les internautes de s'échanger des biens culturels, le libre accès aux ressources d'Internet.

Caisses d'Épargne/Banque Populaire : la lutte continue !

Les ordonnances de référés rendues le 10 juillet ont débouté les comités d'entreprise de Midi Pyrénées, d'Ile de France et les syndicats **Sud** et CGT de leurs demandes relatives à la consultation des comités d'entreprise quant au projet de rapprochement des groupes Banques Populaires / Caisses d'Épargne. **Ces ordonnances s'appuient sur la duplicité de certaines organisations, telles la CFDT et le SU/UNSA**, qui ont décidé, en plein processus de consultation des comités d'entreprises du groupe, de modifier la stratégie adoptée et préconisée intersyndicalement à l'occasion du comité de groupe du 4 juin. Pourtant, aucun des documents nécessaires à l'élaboration d'avis circonstanciés des comités d'entreprise n'a été remis ni par la direction du groupe ni par les directions des caisses régionales (projet industriel, business plan du futur groupe, impact sur l'emploi et les conséquences sociales).

Malgré cette déconvenue juridique, et forts de leur volonté de défendre les intérêts des salarié-e-s des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, en particulier au niveau de l'emploi, les comités d'entreprise des caisses d'épargne de Midi Pyrénées, d'Ile de France, les syndicats CGT et **Sud** ont décidé de faire appel de ces décisions.

SANOFI-AVENTIS empoche les bénéfiques et licencie

SANOFI-AVENTIS est le premier groupe pharmaceutique européen, le quatrième groupe pharmaceutique mondial et au huitième rang des génériques. **Le bénéfice net 2007 s'élevait à 7 060 millions d'euros, celui de 2008 à 7 186 millions d'euros**. Le chiffre d'affaire, pour 2009, à fin mai est en progression de 3,5%. Sanofi-Aventis a racheté des laboratoires en Tchéquie, au Mexique, au Brésil, construit de nouvelles usines au Mexique et en Chine.

Dans le même temps la direction de **SANOFI-AVENTIS** vient d'annoncer une profonde restructuration de la Recherche et Développement ! **Cette restructuration, au seul profit des actionnaires, entraînerait la fermeture de huit centres de recherche dans le monde, des mutations, et 2000 suppressions de postes, au minimum, sur 4 ans**. La France serait concernée par la fermeture de trois centres de recherche et la vente du centre de Porcheville (78), avec ses salarié-e-s. Il n'y a aucune justification économique à ce plan de restructuration. Les bénéfiques seraient de 5 500 millions d'euros en 2012-2013. Pour mémoire l'usine de fabrication de médicaments de Colomiers (31) a déjà été cédée, avec ses salariés pour 1 euro !

Cette politique purement financière de la société **SANOFI-AVENTIS** va à l'encontre d'une politique des besoins de santé pour tous et mène la recherche pharmaceutique de qualité à sa perte, tant le médicament est devenu un produit strictement financier.

SUD VERRE dénonce le massacre de l'emploi à Baccarat

La direction des Cristalleries de Baccarat a décidé de fermer un four. La conséquence de cette fermeture sera **le massacre de plus de 250 emplois à Baccarat et la disparition annoncée de la fabrication traditionnelle du cristal de Baccarat**. C'est la conséquence d'une mécanisation galopante, au détriment du travail traditionnel reconnu à la Cristallerie de Baccarat et d'une fabrication sous traitée chez des concurrents mécanisés comme *ARC INTERNATIONALE*.

Cette politique a déjà menée au massacre de 120 emplois en 2003, et va prendre une nouvelle dimension dramatique sur le bassin de l'emploi de Baccarat. D'autant que, l'actionnaire principal *STARWOD CAPITAL* ne prévoit aucun investissement et aucune rénovation de l'outil de travail pour la fabrication traditionnelle à la main du cristal de Baccarat.

Devant cette situation honteuse, SUD VERRE prévoit plusieurs manifestations sur Baccarat, Nancy et Paris pour dénoncer ce massacre annoncé de l'emploi aux cristalleries de Baccarat.

Racket des cotisations sociales des travailleurs sans-papiers

Initiée par Droits Devants !!, cette campagne rassemble une quarantaine d'associations, de syndicats (dont Solidaires) et de partis politiques. Après un an, un premier bilan est nécessaire :

Nous avons sollicité les consulats de 16 pays pour les rencontrer au sujet de notre campagne. Ce sont en effet les consulats qui délivrent les laissez-passer, sans quoi il ne peut y avoir d'expulsion (sauf pour les personnes qui se font arrêter avec leur passeport qui peuvent être amenées à l'aéroport directement). Sur ces 16, nous en avons rencontré 8 (Mauritanie, Sénégal, Maroc, Mali, Guinée, Madagascar, Algérie, Burkina Faso) et nous continuerons l'année prochaine. Un seul a catégoriquement refusé de nous recevoir malgré une mobilisation devant son consulat, la Tunisie. Il en reste donc 7 à voir l'année prochaine.

Cette partie de la campagne est plutôt réussie car nos arguments ont à chaque fois été accueillis favorablement. L'injustice qui consiste à autoriser l'expulsion d'une

personne qui a cotisé pendant des années semble évidente à tous ceux que nous avons rencontrés. Nous sommes en train de mettre au point un suivi avec les consulats pour garder le contact et maintenir la pression.



La deuxième partie de la campagne a été lancée le 24 juin avec l'occupation du hall d'accueil d'un bâtiment de l'URSSAF. **Il s'agit maintenant de mettre au pied du mur les autorités françaises**. Les retombées médiatiques ont été plutôt bonnes et surtout les responsables de l'URSSAF nous sont apparus assez favorablement sensibilisés à notre discours. **Ils reconnaissent sans ambiguïté et par écrit que ces travailleurs sans papiers subissent un préjudice.**

Cette rencontre ouvre également un deuxième axe de mobilisation que nous allons développer. En effet, les

responsables de l'URSSAF soulignent eux même que la régularisation des sans papiers mettrait fin à l'injustice que subissent les sans-papiers déclaré-e-s mais permettrait également de réduire de manière considérable le travail dissimulé. Ils sont bien sûr intéressés à cela et proposent même de solliciter la Cour des Comptes pour que l'impact positif d'une régularisation massive sur en terme de cotisation soit évaluée.

Nous allons donc axer notre campagne sur l'exploitation des travailleurs/ses sans papiers qui travaillent « au noir » et l'intérêt économique qu'il y aurait pour la France à les régulariser. **Rappelons que le but de cette campagne est d'obtenir une régularisation globale des travailleurs/ses sans papiers**. Nous ne voulons pas d'un système de contrepartie financière au moment de l'expulsion.

Une nouvelle action est organisée le 29 juillet : suite à l'action d'occupation de l'URSSAF, nous proposons une manifestation suivie d'un rassemblement à la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV). Comme nous l'avons fait à l'URSSAF, cette action aura pour but d'exiger la régularisation globale de tous les travailleurs/ses sans-papiers.

Pour les sans-papiers déclaré-e-s, l'accent sera mis sur le racket que l'état fait sur leur dos, notamment les travailleurs/ses sans-papiers expulsé-e-s.

Pour les travailleurs/ses « au noir », nous interpellons la CNAV sur le déficit des caisses de retraite qui, comme pour l'URSSAF, est alimenté par la fraude d'une partie du patronat, qui préfère des travailleurs/ses « dissimulé-e-s contraints » pour lequel-le-s il ne versera aucune charge, à l'embauche de salarié-e-s déclaré-e-s.

Autant pour l'URSSAF que pour la CNAV, la revendication d'une régularisation globale affirmée par la campagne racket depuis le début ne peut que passer par la convergence des travailleurs/ses sans-papiers organisé-e-s dans l'entreprise avec les autres, isolé-e-s, déclaré-e-s ou non.

La crise frapperait-elle le n°1 mondial des centres d'appels ?

L'annonce de plusieurs centaines de suppressions de postes et d'un « *plan de mobilité pour 318 personnes* » depuis les sites de Pantin et de Montigny-le-Bretonneux vers les centres de Villeneuve d'Asq et Orléans pourrait le faire croire. Pourtant, le chiffre d'affaires du groupe est en augmentation de 8.7% au premier trimestre 2009 par rapport à 2008 et de 12% en 2008 par rapport à 2007. Et les dividendes pour les actionnaires ont été augmentés cette année à hauteur de 20%.

Mais pour la direction de Téléperformance, 157 encadrants des centres de la filiale TP Centre-Est seraient de trop et partiront en vacances en ayant la triste impression que celles-ci risquent de durer longtemps, juste pour aider les actionnaires à vivre toujours mieux. Quant aux 318 mobilités imposées aux autres salarié-e-s, la direction sait très bien qu'un tel « *redéploiement des activités* » est un bon moyen de se débarrasser des ancien-ne-s salarié-e-s pour les remplacer par des emplois précaires, et pour conforter leur politique de délocalisation des appels à l'étranger.

Bien sûr, afin d'éviter toute mobilisation sociale, la direction a mis délibérément en place ce PSE pendant les grandes vacances. Malheureusement pour elle, c'est sans compter sur la volonté des salarié-e-s de s'opposer à ce carnage social. Déjà, le 7 juillet, des débrayages ont eu lieu dans les différents sites du groupe en France, y compris ceux qui ne sont pas concernés aujourd'hui mais qui ne se sentent à l'abri de rien pour l'avenir.

Pour la liberté de la presse, préavis de grève SNJ à France 3



Carine Azzopardi, journaliste à la rédaction nationale de France 3 a été convoqué par la police, pour la deuxième fois, le 23 juillet. A l'origine, il y a une **plainte contre X déposée par la direction de France 3 qui veut identifier le ou les auteur-s de la soi disant fuite des images de Sarkozy très irrité sur le plateau du « 19/20 »**, le 30 juin 2008.

Le SNJ a déposé un préavis de grève pour que les collègues de C. Azzopardi l'accompagnent lors de son audition et montrent qu'ensemble ils refusent de révéler leurs sources, n'en déplaise au président de la république !

Préparons les marches contre le chômage et la précarité

Extrait de l'Appel des états généraux contre le chômage, les précarités, et les licenciements, de mai 2009, initié par des associations de chômeurs/ses, des syndicats dont Solidaires, des partis politiques :

Nous n'avons pas à faire les frais de la faillite du système capitaliste qui engendre misère, licenciements et déstructuration sociale. Nous appelons tous ceux qui ne se résignent pas, les salarié-e-s se battant pour leur emploi, les chômeur/ses pour obtenir un revenu suffisant et un emploi, toutes les organisations du monde du travail à s'unir. Il est temps que les 4 millions de chômeurs/ses et les millions de travailleurs/ses précaires soient vu-e-s et entendu-e-s ! **Il est temps que s'unissent chômeurs/ses, précaires, salarié-e-s menacé-e-s de licenciement...**



Nous appelons à l'organisation de marches régionales contre le chômage, les licenciements et les précarités aboutissant dans les grandes villes de France le 5 décembre 2009 et invitons dès maintenant à la mise en place d'assemblées unitaires partout pour les préparer. D'autres actions s'imposent pour répondre à l'urgence sociale, notamment à l'échelle européenne dès cette année et en 2010 lors de la présidence de l'U.E. par la Belgique.

Nous invitons les chômeurs/ses, précaires, salarié-e-s, du jeune au retraité, à rédiger ensemble des cahiers de doléances regroupant nos exigences pour la période actuelle.

Dès maintenant, les Solidaires locaux doivent prendre les contacts nécessaires à la mise en place de collectifs unitaires organisant ces marches, les organisations professionnelles de Solidaires doivent débattre des moyens qu'elles mettront pour la réussite de cette importante initiative.

Bonnes vacances ... et bonne rentrée ?

Un **affrontement social global**, contre le gouvernement et le MEDEF qui persistent à ne pas répondre aux exigences sociales exprimées par les mouvements sociaux de ces derniers mois, est **plus que jamais à l'ordre du jour**. Une des conditions pour enclencher une stratégie gagnante, c'est la **coordination des luttes**, et la **conduite démocratique par les salarié-e-s eux-mêmes** d'une **grève générale reconductible**, jusqu'à satisfaction. Le mouvement syndical doit être au service des luttes et non l'inverse. **C'est ce que nous défendons : à nous de faire en sorte que l'Union syndicale Solidaires et ses organisations se développent pour être en capacité de mettre en œuvre ces orientations...**